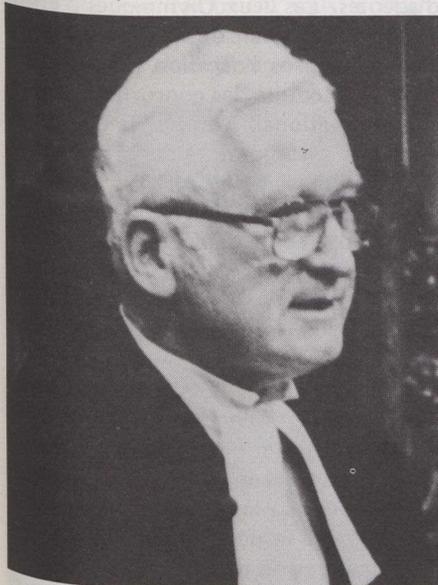


Nomination du président de la Chambre des communes

Le premier ministre a annoncé la nomination de M. Lloyd Francis à titre de président de la Chambre des communes lors de la reprise des travaux du Parlement, le 16 janvier.



M. Lloyd Francis

Canapress

M. Lloyd Francis, né à Ottawa le 19 mars 1920, a fait ses études en économie à l'université de Toronto. En 1955, il a obtenu un doctorat de l'université du Wisconsin dans cette discipline.

De 1951 à 1960, il fut premier économiste-rechercheur au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Il occupa par ailleurs le poste de président de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (1958-1959).

Avant de se tourner vers la politique fédérale, M. Francis avait siégé au conseil municipal d'Ottawa, d'abord comme échevin (1959-1960), puis à titre de contrôleur et vice-maire (1960-1963).

M. Francis a rempli les fonctions de whip suppléant (1968-1971), puis de whip en chef du gouvernement (1970-1971). Il a en outre été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires des anciens combattants (1972) et du président du Conseil du Trésor (1974-1975). Depuis le 14 avril 1980, il occupait les postes de vice-président de la Chambre des communes et de président des comités pléniers.

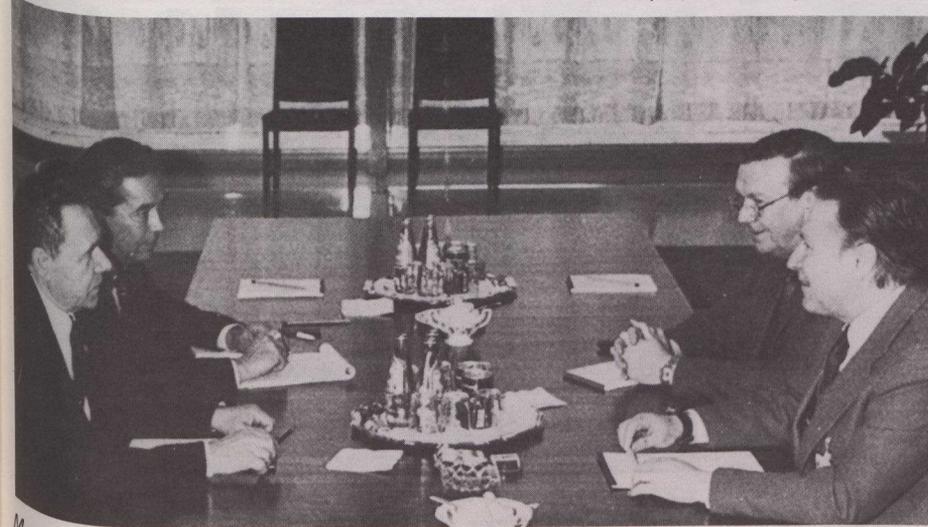
Délégation canadienne à la conférence de Stockholm

M. Allan MacEachen, vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, s'est rendu à Stockholm le 16 janvier. Il dirigeait la délégation canadienne qui participait à l'inauguration de la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe.

Avant l'ouverture de la conférence, M. MacEachen a rencontré ses homolo-

gues de l'OTAN pour étudier l'état actuel des relations Est-Ouest et examiner des propositions dont on croit qu'elles pourraient contribuer à atténuer la méfiance et l'incertitude en Europe.

Au cours de la conférence, M. MacEachen a eu des entretiens avec un certain nombre de ministres européens des Affaires étrangères, dont celui de l'Union soviétique, M. Gromyko.



M. Allan MacEachen (en bas, à droite) s'entretient avec son homologue, M. Andrej Gromyko (en haut, à gauche), à l'ambassade soviétique de Stockholm.

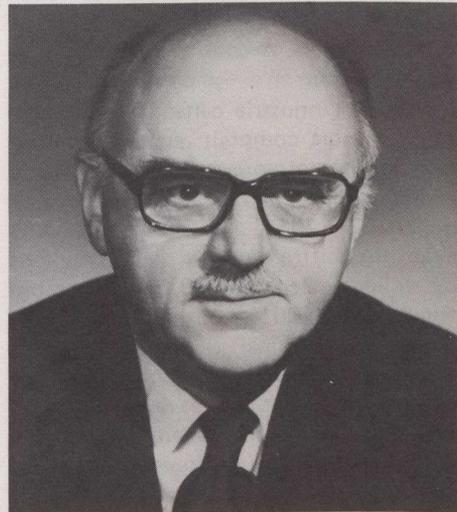
Canapress

Le maire de Montréal reçoit la Légion d'honneur

L'ambassadeur de France au Canada, M. Jean Béliard, confirmait, le 15 janvier, que le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, avait accepté d'être nommé commandeur de la Légion d'honneur française.

La proposition de cette candidature au gouvernement français relève de M. Béliard lui-même.

Il appartient maintenant au récipiendaire de cet honneur, explique M. Béliard, de choisir, en accord avec le proposeur, la date, le lieu et la personne (membre de la Légion ou du gouvernement) qui lui remettra cette décoration nationale instituée par Napoléon en 1802 pour récompenser les services militaires et civils des Français et des amis de la France.



M. Jean Drapeau

La Légion d'honneur comporte cinq grades — chevalier, officier, commandeur, grand officier, grand-croix — a précisé M. Béliard. Quelques milliers de personnes à travers le monde ont rang de commandeur, quelques centaines, de grand officier ; pour ce qui est des grands-croix, ils sont moins d'une centaine.

M. Béliard a proposé la candidature de M. Drapeau en raison de la très grande « francophilie » témoignée au cours des années par le maire de Montréal à l'endroit de l'entreprise française.

« M. Drapeau a contribué considérablement à mettre en relief les progrès de la technique et de l'industrie française au Québec », a précisé l'ambassadeur de France au Canada qui a évoqué, en particulier, la construction du métro de Montréal et les « très grandes réalisations de la technologie française au Québec au moment de l'Expo et après l'Expo ».